

Contre-informations.fr

Lénine :

Mieux vaut moins mais mieux

« Pravda » n° 49, 4 mars 1923.

Article écrit à l'occasion du XII^e congrès du Parti Communiste de Russie.

En ce qui concerne le perfectionnement de notre appareil d'Etat, l'Inspection ouvrière et paysanne ne doit pas, à mon avis, se presser ni courir après la quantité. Jusqu'à ce jour, nous avons eu si peu de temps pour songer et veiller à la qualité de notre appareil d'Etat, que le souci serait légitime de le former avec un soin tout particulier, de concentrer dans l'Inspection ouvrière et paysanne un matériel humain de haute qualité, c'est-à-dire qui ne le cède en rien aux meilleurs modèles occidentaux. Certes, pour une république socialiste, c'est trop modeste. Mais les premières cinq années nous ont joliment farci la tête de méfiance et de scepticisme. Nous sommes enclins, malgré nous, à nous pénétrer de ce sentiment à l'égard de ceux qui dissertent beaucoup trop et trop aisément, par exemple, sur la « culture prolétarienne » : il nous suffirait pour commencer d'avoir une véritable culture bourgeoise ; il nous suffirait pour commencer de nous passer des types particulièrement invétérés de cultures prébourgeoises, c'est-à-dire bureaucratique ou féodale, etc. En cette matière, la précipitation et la surenchère sont le plus nuisibles. Beaucoup de nos jeunes littérateurs et communistes devraient se le mettre bien dans la tête.

Et maintenant, en ce qui concerne l'appareil d'Etat, nous devons tirer de l'expérience passée cette conclusion qu'il vaut mieux procéder plus lentement.

Les choses vont si mal avec notre appareil d'Etat, pour ne pas dire qu'elles sont détestables, qu'il nous faut d'abord réfléchir sérieusement à la façon de combattre ses défauts ; ces derniers ne l'oublions pas, remontent au passé, lequel, il est vrai, a été bouleversé, mais n'est pas encore aboli ; il ne s'agit pas d'un stade culturel révolu depuis longtemps. Le pose ici la question précisément de la culture, parce que dans cet ordre de choses, il ne faut tenir pour réalisé que ce qui est entré dans la vie culturelle, dans les mœurs, dans les coutumes. Or, chez nous, ce qu'il y a de bon dans notre organisation sociale est saisi à la hâte, on ne peut moins médité, compris, senti, vérifié, éprouvé, confirmé par l'expérience, consolidé, etc. Il ne pouvait certes en être autrement à une époque révolutionnaire et avec un développement tellement vertigineux qui nous a amenés, en cinq ans, du tsarisme au régime des Soviets.

Il est temps de devenir raisonnable. Il faut se pénétrer d'une méfiance salutaire envers un élan inconsidéré, envers toute espèce de vantardise, etc. ; il faut songer à vérifier les dispositions que nous proclamons à chaque heure, que nous prenons à chaque minute et dont nous démontrons ensuite à chaque seconde la faiblesse, le caractère inconsistant et inintelligible. Le plus nuisible, ici, ce serait la précipitation. Le plus nuisible serait de croire que le peu que nous savons suffit, ou encore que nous possédons un nombre plus ou moins considérable d'éléments pour édifier un appareil vraiment neuf, et qui mérite véritablement le nom d'appareil socialiste, soviétique, etc.

Non, cet appareil, nous ne l'avons pour ainsi dire pas, et même nous possédons ridiculement peu d'éléments qui permettent de le créer. Et nous ne devons pas oublier que pour le mettre en place, il ne faut pas ménager son temps, et que cela prendra beaucoup, beaucoup, beaucoup d'années.

Quels éléments possédons-nous pour créer cet appareil ? Deux seulement. En premier lieu, les ouvriers exaltés par la lutte pour le socialisme. Ils ne sont pas suffisamment instruits. Ils voudraient bien nous donner un appareil meilleur. Mais ils ne savent pas comment s'y prendre. Ils ne peuvent pas le faire. Ils ne sont pas assez formés, ils n'ont pas le niveau de culture requis. Or, pour ce faire, il faut justement avoir de la culture. Ici, l'on ne peut s'en tirer par un coup d'audace ou un assaut, avec de l'énergie ou du cran, ou, en général, par une des meilleures qualités humaines, quelle qu'elle soit. En second lieu, nous possédons des éléments de connaissance, d'instruction, d'enseignement, mais ridiculement peu par rapport à tous les autres pays.

Et il ne faut pas oublier que nous sommes encore trop enclins à vouloir suppléer à ce savoir (ou à nous imaginer que l'on peut y suppléer) par le zèle, la précipitation, etc.

Pour rénover notre appareil d'Etat, nous devons à tout prix nous assigner la tâche que voici : premièrement, nous instruire ; deuxièmement, nous instruire encore ; troisièmement, nous instruire toujours. Ensuite, avoir soin que le savoir ne reste pas chez nous lettre morte ou une phrase à la mode (ce qui, avouons-le, nous arrive bien souvent) ; que le savoir pénètre vraiment dans l'esprit, devienne partie intégrante de notre vie, pleinement et effectivement. Bref, il nous faut exiger autre chose que ce qu'exige la bourgeoisie de l'Europe occidentale, savoir ce qu'il est digne et convenable d'exiger pour un pays qui se propose de devenir un pays socialiste.

Conclusion : nous devons faire de l'Inspection ouvrière et paysanne, instrument d'amélioration de notre appareil d'Etat, une institution vraiment exemplaire.

Pour qu'elle puisse atteindre au niveau voulu, il faut s'en tenir à la règle : vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage.

Pour cela, il faut que tout ce qu'il y a de vraiment meilleur dans notre régime social soit mis en œuvre avec le maximum de prudence, de réflexion et de compétence, en vue de créer ce nouveau Commissariat du peuple.

Pour cela, il faut que les meilleurs éléments de notre régime social, à savoir : les ouvriers avancés, d'abord, et, en second lieu, les éléments vraiment instruits, pour lesquels on peut se porter garant qu'ils ne croiront rien sur parole et qu'ils ne diront pas un mot qui soit contraire à leur conscience, ne craignent pas de prendre conscience des difficultés, quelles qu'elles soient, et ne reculent devant aucune lutte pour atteindre le but qu'ils se seront sérieusement assigné.

Voilà cinq ans que nous nous évertuons à perfectionner notre appareil d'Etat. Mais ce n'a été là qu'une agitation vaine qui, en ces cinq ans, nous a montré simplement qu'elle était inefficace, ou même inutile, voire nuisible. Cette vaine agitation nous donnait une apparence de travail ; en réalité, elle encrassait nos institutions et nos cerveaux.

Il faut enfin que cela change.

Il faut adopter cette règle : mieux vaut moins, mais mieux. Il faut adopter cette règle : mieux vaut dans deux ans ou même dans trois ans, que précipiter les choses sans aucun espoir de former un bon matériel humain.

Je sais qu'il sera difficile d'observer cette règle et de l'appliquer dans notre situation. Je sais que la règle contraire se frayera un chemin par mille tours et détours. Je sais qu'il faudra opposer une résistance formidable, qu'il s'agira de faire preuve d'une persévérance prodigieuse ; que ce travail, dans les premières années du moins, sera diablement ingrat. Et cependant je suis persuadé que c'est seulement ainsi que nous parviendrons à notre but et saurons, une fois ce but atteint, fonder une république réellement digne du nom de République socialiste, soviétique, etc., etc., etc.

Il est probable que beaucoup de lecteurs aient trouvé trop insuffisants les chiffres que j'ai cités à titre d'exemple dans mon premier article¹. Je suis sûr que l'on peut produire bien des calculs pour montrer l'insuffisance de ces chiffres. Mais je pense que par-dessus tous les calculs possibles et imaginables, nous devons mettre une chose : une qualité vraiment exemplaire.

J'estime que le moment est justement venu où nous devons nous occuper comme il convient, avec tout le sérieux voulu, de notre appareil d'Etat, et où la précipitation serait peut-être ce qui causerait le plus grand tort. Aussi je tiens à mettre en garde contre un accroissement de ces chiffres. Bien au contraire, je pense qu'ici il faut se montrer particulièrement avare de chiffres. Parlons net. Le Commissariat du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne ne jouit pas à l'heure actuelle d'une ombre de prestige. Tout le monde sait qu'il n'est point d'institutions plus mal organisées que celles relevant de notre Inspection ouvrière et paysanne, et que dans les conditions actuelles on ne peut rien exiger de ce Commissariat. Il nous faut bien retenir cela si nous voulons vraiment arriver à constituer, d'ici quelques années, une institution qui, premièrement, sera exemplaire, deuxièmement, inspirera à tous une confiance absolue, et troisièmement, montrera à tous et à chacun que nous avons réellement justifié les activités de cette haute institution qu'est la Commission centrale de contrôle. Toutes les normes générales du personnel de ses administrations doivent, à mon avis, être bannies d'emblée et sans recours. Nous devons choisir les cadres de l'Inspection ouvrière et paysanne avec un soin particulier, en leur faisant subir le plus rigoureux examen, pas autrement. En effet, à quoi bon fonder un Commissariat du Peuple où le travail se ferait tant bien que mal, qui, derechef, n'inspirerait pas la moindre confiance, et dont l'opinion n'aurait qu'une infime autorité ? Je pense que notre tâche principale est de l'éviter lors de la réorganisation que nous projetons actuellement.

Les ouvriers que nous désignons comme membres de la Commission centrale de contrôle doivent être des communistes irréprochables, et je pense qu'il faudra leur consacrer un long effort pour leur apprendre les méthodes et les objectifs de leur travail. Ensuite, il devra y avoir un nombre déterminé de secrétaires comme auxiliaires à qui l'on aura soin de faire subir un triple contrôle avant de les admettre. Enfin, ceux des postulants que nous aurons décidés, à titre d'exception, d'engager d'emblée à l'Inspection ouvrière et paysanne, devront répondre aux conditions ci-après :

premièrement, ils seront recommandés par plusieurs communistes;

deuxièmement, ils subiront une épreuve attestant qu'ils connaissent notre appareil d'Etat;

troisièmement, ils subiront une épreuve attestant qu'ils connaissent les éléments de la théorie relative à notre appareil d'Etat, les principes de la science administrative, les écritures, etc;

quatrièmement, ils devront œuvrer en bonne intelligence avec les membres de la Commission centrale de contrôle et avec leur propre secrétariat, de façon que nous puissions répondre du bon fonctionnement de l'appareil tout entier.

Je sais que ce sont là des conditions hors de pair, et je crains fort que la majorité des « praticiens » de l'Inspection ouvrière et paysanne ne les déclarent irréalisables, ou ne les accueillent avec un sourire dédaigneux. Mais je demande à n'importe lequel des dirigeants actuels de l'Inspection ouvrière et paysanne ou des personnes rattachées à ce Commissariat : peut-il me dire franchement quelle est l'utilité pratique de ce Commissariat du Peuple qu'est l'Inspection ouvrière et paysanne? Je pense que cette question lui permettra de trouver le sens de la mesure. Ou bien il ne vaut pas la peine de procéder à la réorganisation nous en avons tant vu - de cette entreprise désespérée qu'est l'Inspection ouvrière et, paysanne ; ou bien il faut vraiment se donner comme tâche de créer par un

¹ Voir « *Comment réorganiser l'Inspection Ouvrière et Paysanne ?* », 23.1.1923. (N. R.)

effort lent, difficile, inaccoutumé, non sans recourir à de nombreuses vérifications, quelque chose de vraiment exemplaire, susceptible d'inspirer le respect à tous et à chacun, non pas seulement parce que titres et grades obligent.

Si l'on ne s'arme pas de patience, si l'on ne consacre pas à cette œuvre plusieurs années, mieux vaut ne pas l'entreprendre.

Je pense que parmi les établissements que nous avons déjà enfantés, en fait d'instituts supérieurs du travail etc., il faut choisir un minimum, vérifier s'ils sont organisés avec tout le sérieux requis, et continuer le travail, mais seulement de façon qu'il soit réellement à la hauteur de la science moderne, qu'il nous fasse bénéficier de toutes ses acquisitions. Dès lors, ce ne sera pas une utopie d'espérer avoir, dans quelques années, une institution qui sera en mesure de s'acquitter de sa tâche, c'est-à-dire de perfectionner notre appareil d'Etat avec méthode, sans défaillance, en jouissant de la confiance de la classe ouvrière, du Parti communiste de Russie et de toute la population de notre République.

L'action préparatoire pourrait commencer dès maintenant. Si le Commissariat de l'Inspection ouvrière et paysanne acceptait le plan de cette réforme, il pourrait entamer tout de suite les préparatifs et continuer d'agir systématiquement pour les faire aboutir, sans se presser et sans refuser de refaire ce qui aura été fait une fois.

Les demi-mesures seraient ici nuisibles au plus haut point. Toutes les considérations d'un autre ordre que l'on pourrait émettre au sujet des effectifs de l'Inspection ouvrière et paysanne, seraient en réalité fondées sur les vieux principes bureaucratiques, sur les vieux préjugés, sur ce qui a déjà été condamné et qui provoque la risée publique, etc.

Somme toute, la question se pose ainsi :

Ou bien montrer, dès à présent, que nous avons acquis des connaissances sérieuses en matière de construction de l'Etat (il n'est pas défendu d'apprendre quelque chose en cinq ans); ou bien nous ne sommes pas encore mûrs pour cela, et alors, il ne vaut pas la peine de s'en charger.

Je pense qu'avec le matériel humain dont nous disposons, il ne sera pas immodeste de présumer que nous en savons déjà assez pour pouvoir reconstruire à neuf, avec méthode, au moins un seul Commissariat du peuple. Il est vrai que ce seul Commissariat doit donner la mesure de l'ensemble de notre appareil d'Etat.

Ouvrir immédiatement un concours pour la rédaction de deux manuels ou plus, traitant de l'organisation du travail en général, et spécialement de l'administration. On pourrait prendre pour base le livre de Iermanski, encore que, soit dit entre parenthèses, cet auteur sympathise manifestement avec le menchévisme et soit incapable de rédiger un manuel pouvant convenir au pouvoir des Soviets. Ensuite, on pourrait prendre pour base l'ouvrage récemment paru de Kerjentsév ; enfin, on pourrait aussi mettre à profit quelques autres manuels traitant divers aspects de la question.

Envoyer quelques personnes averties et consciencieuses en Allemagne ou en Angleterre pour recueillir la documentation et étudier le problème. J'ai dit l'Angleterre pour le cas où le voyage en Amérique ou au Canada serait impossible.

Nommer une commission chargée d'élaborer le programme préliminaire des examens à faire subir aux personnes qui sollicitent une place à l'Inspection ouvrière et paysanne ; de même pour les postulants aux postes de membres de la Commission centrale de contrôle.

Ces activités et autres analogues ne gêneront, bien entendu, ni le commissaire du peuple, ni les membres du collège de l'Inspection ouvrière et paysanne, ni le présidium de la Commission centrale de contrôle.

Parallèlement, il faudra désigner une commission préparatoire chargée de trouver des candidats aux postes de membres de la Commission centrale de contrôle. J'espère que pour ces postes nous aurons aujourd'hui un nombre de candidats plus que suffisant, tant parmi les collaborateurs expérimentés des administrations que parmi les étudiants de nos écoles soviétiques. Il ne serait guère rationnel d'exclure à l'avance telle ou telle catégorie. Il nous faudra probablement donner la préférence à un personnel varié pour cette institution, où nous devons rechercher une synthèse de nombreuses qualités, de mérites divers. De sorte qu'il y aura à fournir un gros effort pour dresser la liste des candidats. Il serait indésirable au plus haut point que ce nouveau Commissariat soit formé d'après un standard unique, mettons, le type de fonctionnaire, ou en éliminant le type d'agitateur, ou les hommes dont le trait distinctif est la sociabilité ou la faculté de pénétrer dans des milieux guère familiers à ce genre de collaborateurs, etc.

Il me semble que je traduirai mieux ma pensée en comparant mon plan à des institutions de caractère académique. Les membres de la Commission centrale de contrôle seront tenus, sous la direction de leur présidium, d'examiner régulièrement tous les dossiers et documents du Bureau politique. D'autre part, ils devront répartir rationnellement leur temps entre les divers travaux de vérification des écritures dans nos institutions, depuis les plus petites et les moins importantes jusqu'aux grandes administrations de l'Etat. Enfin, ils devront aussi étudier la théorie, c'est-à-dire la théorie de l'organisation du travail auquel ils ont l'intention de se consacrer ; ils auront de même à effectuer des exercices pratiques sous la direction soit de camarades expérimentés, soit de professeurs des instituts supérieurs de l'organisation du travail.

Mais je pense qu'ils n'auront pas lieu de se borner à cette activité purement académique. Il leur faudra se préparer, en outre, à des fonctions que je n'hésiterais pas à appeler préparation à la chasse, je ne dirais pas aux filous, mais à quelque chose dans ce genre, et invention de ruses destinées à dissimuler leurs campagnes, leurs marches et contre-marches, etc.

Dans les institutions de l'Europe occidentale, de pareilles propositions auraient provoqué une indignation inouïe, un sentiment de révolte morale, etc. ; mais j'espère que nous ne sommes pas encore bureaucratisés à ce point-là. La NEP chez nous ne s'est pas encore acquise une réputation telle que l'on puisse se formaliser à l'idée d'attraper quelqu'un. Notre République des Soviets a été édifiée depuis si peu de temps, et il y a là un tel bric-à-brac que personne ne songera à s'offusquer à l'idée que l'on puisse, dans ce fatras, opérer des fouilles à l'aide de certaines ruses et de coups de sonde visant quelquefois des sources assez éloignées, ou s'effectuant par des voies assez détournées. Et si même quelqu'un y songeait, on peut être certain que nous en ririons tous de bon cœur.

Notre nouvelle Inspection ouvrière et paysanne, nous l'espérons, laissera loin derrière elle cette qualité que les Français dénomment *pruderie*², et que nous pourrions appeler affectation ridicule ou ridicule ostentation, et qui fait supérieurement le jeu de toute notre bureaucratie, tant de nos institutions soviétiques que des organisations du Parti, car, soit dit entre parenthèses, la bureaucratie existe chez nous dans les unes comme dans les autres.

Si j'ai écrit plus haut que nous devons nous instruire et encore nous instruire dans les écoles supérieures d'organisation du travail, etc., cela ne veut pas dire le moins du monde que je conçoive cet « enseignement » à la façon scolaire, ou que je me borne à l'idée d'un enseignement scolaire. J'espère qu'un vrai révolutionnaire ne me soupçonnera pas d'avoir renoncé ici à entendre par « enseignement » une farce mi-plaisante, une ruse, un bon tour ou quelque chose dans ce genre. Je sais que dans un Etat grave et compassé de l'Europe occidentale, cette idée aurait vraiment provoqué l'horreur ; aucun fonctionnaire qui se respecte n'aurait consenti même à la discuter. Mais j'espère que nous ne sommes pas encore bureaucratisés à ce point, et que la discussion de cette idée ne provoque chez nous que de la bonne humeur.

En effet, pourquoi ne pas joindre l'agréable à l'utile ? Pourquoi ne pas profiter d'une farce plaisante ou mi-plaisante pour surprendre quelque chose de ridicule, quelque chose de nuisible, ou de semi-ridicule, de semi-nuisible, etc. ?

Il me semble que notre Inspection ouvrière et paysanne gagnera beaucoup à tenir compte de ces considérations, et que la liste des cas où notre Commission centrale de contrôle ou ses collègues de l'Inspection ouvrière et paysanne ont remporté quelques-unes de leurs plus brillantes victoires, s'enrichira de nombreux exploits de nos futurs inspecteurs et contrôleurs, en des endroits qu'il n'est guère commode de mentionner dans des manuels décents et graves.

Comment peut-on réunir une institution du Parti à une administration soviétique ? N'y a-t-il pas là quelque chose d'inadmissible ?

Je ne pose pas cette question en mon nom, mais au nom de ceux auxquels j'ai fait allusion plus haut, en disant que nous avons des bureaucrates non seulement dans nos administrations soviétiques, mais aussi dans les organisations du Parti.

En effet, pourquoi ne pas réunir les unes et les autres quand l'intérêt de la chose le commande ? Est-ce que personne n'a jamais remarqué, par exemple, que dans un Commissariat du Peuple comme celui des Affaires étrangères, une semblable réunion est extrêmement utile et se pratique dès sa fondation ? Le Bureau politique ne discute-t-il pas, du point de vue du Parti, quantité de questions, grandes et petites, relatives à nos « contre-manœuvres » en réponse aux « manœuvres » des puissances étrangères, afin de prévenir, disons, quelque ruse de leur part, pour être poli ? L'alliance souple de l'élément administratif et de l'élément du Parti n'est-elle pas une source d'énergie immense dans notre politique ? Je crois que ce qui a fait ses preuves, s'est consolidé dans notre politique extérieure, et qui est entré dans les mœurs au point de ne plus provoquer le moindre doute en la matière, serait non moins opportun (et même beaucoup plus, à mon avis) dans l'ensemble de notre appareil d'Etat. Or, l'Inspection ouvrière et paysanne doit justement prendre en considération notre appareil d'Etat tout entier, et son activité doit porter sur toutes les institutions de l'Etat sans aucune exception, locales, centrales, commerciales, purement administratives, scolaires, théâtrales, archives, etc., en un mot, toutes, sans la moindre exception.

Pourquoi donc pour une institution de cette envergure et qui demande, en outre, une souplesse extraordinaire des formes de son activité, - pourquoi donc ne pas admettre pour elle une fusion particulière de l'organisme de contrôle du Parti avec celui de l'Etat ?

Pour moi je n'y verrais aucun inconvénient. Bien plus je crois que cette fusion est le seul gage d'une activité féconde. Je pense que tous les doutes à cet égard émanent des recoins les plus poussiéreux de notre appareil d'Etat, et qu'ils ne méritent qu'une chose, c'est d'être tournés en ridicule.

² En français dans le texte. (N. R.)

Autre doute : convient-il d'associer les études à l'exercice d'une fonction ? Il me semble que non seulement cela convient, mais que c'est nécessaire. En général, malgré toute notre attitude révolutionnaire à l'égard des principes qui régissent les Etats d'Occident, ceux-ci ont réussi à nous inoculer une série de préjugés des plus nuisibles et ridicules. Dans une certaine mesure, cette contagion nous vient aussi de nos aimables bureaucrates qui nous l'ont passée sciemment, dans l'espoir de pouvoir souvent pêcher dans l'eau trouble de ces préjugés. Et ils ont pêché dans cette eau trouble au point que seuls les aveugles impénitents parmi nous n'ont pas remarqué combien largement cette pêche était pratiquée.

Dans toute la sphère des rapports sociaux, économiques et politiques nous sommes « terriblement » révolutionnaires. Mais en ce qui concerne la hiérarchie, le respect des formes et des usages de la procédure administrative, notre « révolutionnarisme » fait constamment place à l'esprit de routine le plus moisi. On peut ici constater un phénomène du plus haut intérêt, savoir que dans la vie sociale le plus prodigieux bond en avant s'allie fréquemment à une monstrueuse indécision devant les moindres changements.

Cela se conçoit, parce que les pas en avant les plus audacieux relevaient, depuis fort longtemps, du domaine de la théorie, d'un domaine cultivé principalement, voire presque exclusivement, sur le plan théorique. Ecœuré par l'abominable réalité bureaucratique, le Russe soulageait son cœur chez lui en échafaudant des systèmes éminemment audacieux ; et c'est pourquoi ces systèmes éminemment audacieux prenaient chez nous un caractère extraordinairement étroit. On voyait coexister chez nous la hardiesse dans les constructions d'ordre général et une timidité surprenante devant la plus insignifiante des réformes administratives. L'idée d'une prodigieuse révolution agraire universelle était élaborée avec une audace inconnue dans les autres pays ; et à côté de cela, on manquait d'imagination pour réaliser une réforme administrative de dixième ordre ; on manquait d'imagination ou de patience pour appliquer à cette réforme les principes généraux qui, touchant les problèmes d'ordre général, donnaient de si « brillants » résultats.

Voilà pourquoi notre vie présente réunit en elle de façon saisissante des traits d'audace stupéfiante et une indécision de pensée devant les changements les plus insignifiants.

Je crois qu'il n'en a jamais été autrement dans toutes les révolutions vraiment grandes, car elles naissent des contradictions entre l'ancien, la tendance à remanier l'ancien, et la tendance la plus abstraite vers ce qui est nouveau, nouveau au point de ne plus contenir un seul grain du passé.

Et plus cette révolution est radicale, plus longtemps subsisteront ces contradictions.

Le trait général caractérisant notre vie actuelle est celui-ci : nous avons détruit l'industrie capitaliste, nous nous sommes appliqués à démolir à fond les institutions moyenâgeuses, la propriété seigneuriale, et sur cette base, nous avons créé la petite et très petite paysannerie qui suit le prolétariat, confiante dans les résultats de son action révolutionnaire. Cependant, avec cette confiance à elle seule, il ne nous est pas facile de tenir jusqu'à la victoire de la révolution socialiste dans les pays plus avancés ; car la petite et la toute petite paysannerie, surtout sous la NEP, reste, par nécessité économique, à un niveau de productivité du travail extrêmement bas. Au demeurant, la situation internationale fait que la Russie est aujourd'hui rejetée en arrière ; que dans l'ensemble la productivité du travail national est maintenant sensiblement moins élevée chez nous qu'avant la guerre. Les puissances capitalistes de l'Europe occidentale, partie sciemment, partie spontanément, ont fait tout leur possible pour nous rejeter en arrière, pour profiter de la guerre civile en Russie en vue de ruiner au maximum notre pays. Précisément une telle issue à la guerre impérialiste leur apparaissait, bien entendu, comme offrant des avantages sensibles ; si nous ne renversons pas le régime révolutionnaire en Russie, nous entraverons du moins son évolution vers le socialisme, voilà à peu près comment ces puissances raisonnaient, et de leur point de vue, elles ne pouvaient raisonner autrement. En fin de compte elles ont accompli leur tâche à moitié. Elles n'ont pas renversé le nouveau régime instauré par la révolution, mais elles ne lui ont pas permis non plus de faire aussitôt un pas en avant tel qu'il eût justifié les prévisions des socialistes, qui leur eût permis de développer à une cadence extrêmement rapide les forces productives ; de développer toutes les possibilités dont l'ensemble eût formé le socialisme ; de montrer à tous et à chacun nettement, de toute évidence, que le socialisme implique des forces immenses et que l'humanité est passée maintenant à un stade de développement nouveau, qui comporte des perspectives extraordinairement brillantes.

Le système des rapports internationaux est maintenant tel qu'en Europe, un Etat, l'Allemagne, est asservi par les vainqueurs. Ensuite, plusieurs Etats, parmi les plus vieux d'Occident, se trouvent, à la suite de la victoire, dans des conditions qui leur permettent d'en profiter pour faire certaines concessions à leurs classes opprimées, concessions qui, bien que médiocres, retardent le mouvement révolutionnaire dans ces pays et créent un semblant de « paix sociale ».

Par ailleurs, bon nombre de pays, ceux d'Orient, l'Inde, la Chine, etc., précisément du fait de la dernière guerre impérialiste, se sont trouvés définitivement rejetés hors de l'ornière. Leur évolution s'est orientée définitivement dans la voie générale du capitalisme européen. La fermentation qui travaille toute l'Europe y a commencé. Et il est clair maintenant, pour le monde entier, qu'ils se sont lancés dans une voie qui ne peut manquer d'aboutir à une crise de l'ensemble du capitalisme mondial.

Nous sommes donc à l'heure actuelle placés devant cette question : saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, avec l'état de délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capitalistes d'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le socialisme ? Mais ils ne l'achèvent pas comme nous le pensions auparavant. Ils l'achèvent non par une « maturation » régulière du socialisme chez eux, mais au prix de l'exploitation de certains Etats par d'autres, de l'exploitation du premier Etat vaincu dans la guerre impérialiste, exploitation jointe à celle de tout l'Orient. D'autre part, précisément par suite de cette première guerre impérialiste, l'Orient est entré définitivement dans le mouvement révolutionnaire, et a été définitivement entraîné dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial.

Quelle tactique cette situation impose-t-elle à notre pays ? Evidemment la suivante : nous devons faire preuve de la plus grande prudence, afin de conserver notre pouvoir ouvrier, de maintenir sous son autorité et sous sa direction notre petite et toute petite paysannerie. Nous avons pour nous cet avantage que le monde entier est entraîné d'ores et déjà dans un mouvement qui doit engendrer la révolution socialiste universelle. Mais nous avons aussi ce désavantage que les impérialistes sont parvenus à scinder le monde en deux camps ; et cette scission se complique du fait que l'Allemagne, pays où le capitalisme est réellement évolué, ne saurait que très difficilement se relever aujourd'hui. Toutes les puissances capitalistes de ce qu'on appelle l'Occident la déchiquent et l'empêchent de se relever. D'autre part, l'Orient tout entier, avec ses centaines de millions de travailleurs exploités, réduits à la dernière extrémité, est placé dans des conditions où ses forces physiques et matérielles ne sauraient aucunement soutenir la comparaison avec les forces physiques, matérielles et militaires de n'importe quel Etat, fût-il beaucoup plus petit, de l'Europe occidentale.

Pouvons-nous conjurer le choc futur avec ces pays impérialistes ? Pouvons-nous espérer que les antagonismes et les conflits internes entre les pays impérialistes prospères d'Occident et les pays impérialistes prospères d'Orient nous laisseront une trêve pour la deuxième fois, comme ils l'ont fait la première fois, lorsque la croisade entreprise par la contre-révolution occidentale pour venir en aide à la contre-révolution russe échoua par suite des contradictions qui existaient dans le camp des contrerévolutionnaires d'Occident et d'Orient, dans celui des exploités orientaux et des exploités occidentaux, dans celui du Japon et de l'Amérique ?

Il me semble qu'à cette question il faut répondre que la solution dépend ici d'un trop grand nombre de facteurs ; ce qui permet, en somme, de prévoir l'issue de la lutte, c'est le fait qu'en fin de compte, le capitalisme lui-même instruit et éduque pour la lutte l'immense majorité de la population du globe.

L'issue de la lutte dépend finalement de ce fait que la Russie, l'Inde, la Chine, etc., forment l'immense majorité de la population du globe. Et c'est justement cette majorité de la population qui, depuis quelques années, est entraînée avec une rapidité incroyable dans la lutte pour son affranchissement ; à cet égard, il ne saurait y avoir une ombre de doute quant à l'issue finale de la lutte à l'échelle mondiale. Dans ce sens, la victoire définitive du socialisme est absolument et pleinement assurée.

Mais ce qui nous intéresse, ce n'est point cette inévitable victoire finale du socialisme. Ce qui nous intéresse, c'est la tactique que nous devons suivre, nous, Parti communiste de Russie, nous, pouvoir des Soviets de Russie, pour empêcher les Etats contre-révolutionnaires de l'Europe occidentale de nous écraser. Pour que nous puissions subsister jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire et nationaliste, entre les Etats les plus civilisés du monde et les pays arriérés comme ceux de l'Orient, et qui forment cependant la majorité, il faut que cette majorité ait le temps de se civiliser. Nous non plus, nous ne sommes pas assez civilisés pour pouvoir passer directement au socialisme, encore que nous en ayons les prémisses politiques. Il nous faut suivre cette tactique, ou bien adopter pour notre salut la politique suivante.

Nous devons nous efforcer de construire un Etat où les ouvriers continueraient à exercer la direction sur les paysans, garderaient la confiance de ces derniers, et par une économie rigoureuse, banniraient de tous les domaines de la vie sociale jusqu'aux moindres excès.

Nous devons réaliser le maximum d'économie dans notre appareil d'Etat. Nous devons en bannir toutes les traces d'excès que lui a laissées en si grand nombre la Russie tsariste, son appareil capitaliste et bureaucratique.

Est-ce que ce ne sera pas le règne de la médiocrité paysanne ?

Non. Si nous conservons à la classe ouvrière sa direction sur la paysannerie, nous pourrons, au prix d'une économie des plus rigoureuses dans la gestion de notre Etat, employer la moindre somme économisée pour développer notre grande industrie mécanisée, l'électrification, l'extraction hydraulique de la tourbe, pour achever la construction de la centrale hydro-électrique du Volkhov³, etc.

Là, et là seulement, est notre espoir. Alors seulement nous pourrons, pour employer une image, changer de cheval, abandonner la haridelle du paysan, du moujik, renoncer aux économies indispensables dans un pays agricole ruiné, et enfourcher le cheval que recherche et ne peut manquer de rechercher le prolétariat, à savoir, la grande industrie mécanisée, l'électrification, la centrale hydro-électrique du Volkhov, etc.

³ Il s'agit de la première centrale hydroélectrique soviétique. Sa construction commença dès 1918 mais ne fut achevée qu'en 1926.

Voilà comment je rattache dans mon esprit le plan d'ensemble de notre travail; de notre politique, de notre tactique, de notre stratégie, aux tâches de l'Inspection ouvrière et paysanne réorganisée. Voilà ce qui justifie à mes yeux le souci exceptionnel, l'attention soutenue que nous devons porter à l'Inspection ouvrière et paysanne, en la plaçant à une hauteur exceptionnelle, en conférant à ses dirigeants les droits du Comité central, etc., etc.

En voici la justification : c'est seulement en épurant au maximum notre appareil, en réduisant au maximum tout ce qui n'est pas absolument nécessaire, que nous pourrons nous maintenir à coup sur. Et cela, non pas au niveau d'un pays de petite agriculture paysanne, non pas au niveau de cette étroitesse généralisée, mais à un niveau qui s'élève de plus en plus vers la grosse industrie mécanisée.

Telles sont les grandes tâches dont je rêve pour notre Inspection ouvrière et paysanne. Voilà pourquoi je projette pour elle la fusion de l'organisme suprême du Parti avec un « simple » Commissariat du Peuple.

Le 2 mars 1923.